

**Département des Yvelines  
Arrondissement de Saint-Germain-en-Laye**

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**PERMISSION DE VOIRIE - RESTRICTIONS TEMPORAIRES DE STATIONNEMENT -  
DEMENAGEMENT - SOCIETE FIDESS - N° 13 AVENUE DU MARECHAL FOCH DANS  
LA CONTRE-ALLEE SUD - LE LUNDI 27 FEVRIER 2023**

Le Maire de la Ville de Chatou,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-21 et L.2212-1 à L.2213-5,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.411-8, L.325-1 et suivants, R.325-1 et suivants et R.417-1 et suivants,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2 et L.116-2,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'arrêté municipal n° 2017-0889 du 29 décembre 2017 réglementant le stationnement payant,

Vu le Règlement de la Voirie Communale adopté par délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 1998,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2022 approuvant les tarifs municipaux 2023,

Considérant la demande présentée par le pétitionnaire la société FIDESS pour une réservation de stationnement au 13 avenue du Maréchal Foch,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et faciliter les opérations de manutention, il y a lieu de réglementer provisoirement le stationnement au droit du n° 13 avenue du Maréchal Foch dans la contre-allée Sud,

**ARRÊTE**

**Article 1 : Le lundi 27 février 2023**, en dérogation à l'arrêté municipal n° 2017-0889 susvisé, la société FIDESS est autorisée à stationner son camion sans limite de temps et le stationnement lui est réservé sur les 3 places au droit du n° 13 avenue du Maréchal Foch dans la contre-allée Sud.

En cas de stationnement gênant et en application des articles R.325-1 et R.417-10, il

sera demandé l'enlèvement du (ou des) véhicules (s) pour mise en fourrière.

**Article 2 : Circulation piétonne**

Lors des manipulations des charges entre le camion et l'habitation, le pétitionnaire doit prêter une attention particulière au flux important des piétons compte-tenu de la proximité des commerces et de l'accès à la gare.

**Article 3 :** Le pétitionnaire doit s'acquitter d'une redevance d'un montant de 100,00 €.

**Article 4 :** Le présent arrêté est publié et affiché 48 heures avant aux abords du déménagement par le Centre Technique Municipal.

**Article 5 :** Le Directeur Général des Services, le Commissaire de Police, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, publié et affiché selon la réglementation en vigueur.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de VERSAILLES, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

**Article 7 :** Ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Police Municipale
- Police Nationale
- Centre Technique Municipal
- Société FIDESS
- Madame OSHIMA

NOTIFIÉ, le

PUBLIÉ, le 16/02/2023